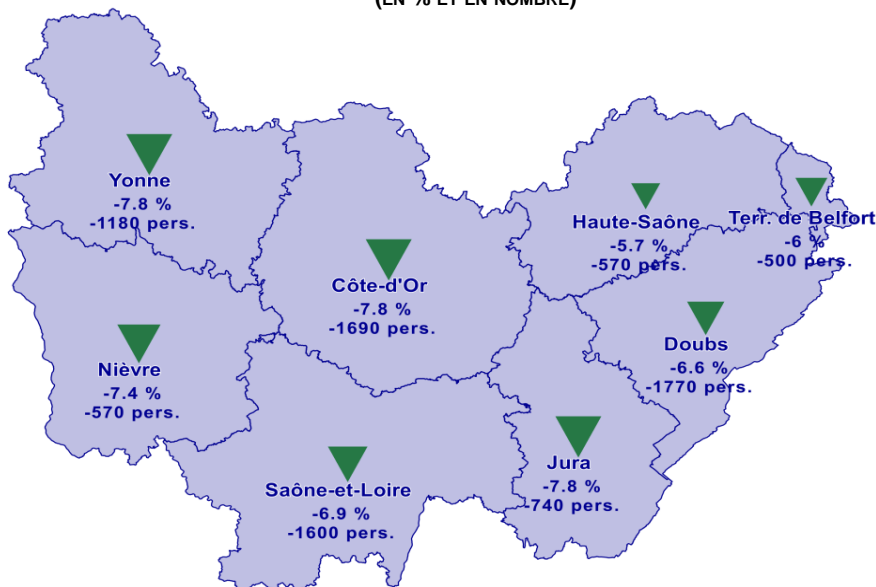


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2021
(EN % ET EN NOMBRE)



► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS

(DONNÉES CVS)

Cat. A :	113 480 (- 7,1 % sur un trim.)
Cat. B, C :	102 460 (+ 3,6 % sur un trim.)
Cat. A, B, C :	215 950 (- 2,3 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,8 % au 2^{ème} trimestre 2021
0,0 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2021
(France métropolitaine : 7,8 % ; 0,0 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

968 140 au 2^{ème} trimestre 2021
+ 0,5 % par rapport au 1^{er} Trim. 2021

● RECOURS À L'INTÉRIM

35 780 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2021
- 0,9 % par rapport au 1^{er} Trim. 2021

France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 5,8 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2021

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

Au deuxième trimestre 2021

L'emploi salarié (privé et public) croît en Bourgogne-Franche-Comté (+0,5 %, soit + 4 370), une progression moins marquée qu'au niveau national (+1,1 %). L'emploi salarié continue d'augmenter dans le secteur privé (+0,5 %, soit +3 890). Le secteur public renoue avec une croissance plus modérée de ses effectifs (+0,2 %, soit +490). Sur un an, le secteur privé enregistre une hausse de 3 %, le secteur public une hausse de 0,8 %. La demande en intérim demeure atone. Les effectifs intérimaires reculent dans la construction et le commerce mais au profit d'embauches d'emplois permanents. Après la mise en place du 3^e confinement début avril, les demandes d'activité partielle ont à nouveau augmenté : près de 17 300 établissements contre 14 300 au 1^{er} trimestre. Environ 53 000 salariés ont été indemnisés, soit 5 % des salariés de la région. Près de 9 millions d'heures ont été chômées, ce qui correspond à environ 7 460 emplois équivalents-temps plein. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 60 700) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-2,2 %, soit -1 380).

Au troisième trimestre 2021

Les demandes d'activité partielle ont diminué en lien avec le redémarrage de l'activité et la levée des contraintes sanitaires : près de 3 800 établissements sont autorisés à recourir au dispositif et cela concerne 52 350 salariés. Les défaillances d'entreprises restent à un niveau historiquement bas. Les créations d'entreprises diminuent à nouveau mais demeurent en tendance mieux orientées qu'il y a un an. Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (cat. A) fléchit. Les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (cat. BC) sont quant à eux plus nombreux grâce à la reprise de l'emploi. Les inscrits en catégories D et E sont plus nombreux sous l'effet de la mobilisation des politiques d'emploi et de formation.

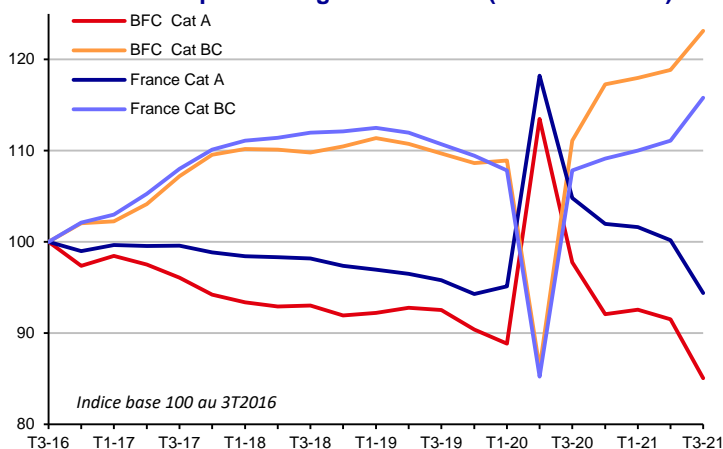
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	T3 2021	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	113 480	-7,1	-13,0
Catégories B, C	102 460	+3,6	+10,8
Catégories A, B, C	215 950	-2,3	-3,1
France métropolitaine :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	3 307 400	-5,8	-10,0
Catégories B, C	2 270 400	+4,2	+7,4
Catégories A, B, C	5 577 800	-1,9	-3,6

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	BFC		France	
	T3 2021	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A				
Hommes	59 470	-6,3	-13,3	-5,8
< 25 ans	8 770	-8,2	-20,6	-7,7
25 - 49 ans	33 540	-6,5	-14,6	-6,2
50 ans et plus	17 160	-4,9	-6,1	-3,9
Femmes	54 010	-7,8	-12,7	-5,8
< 25 ans	7 300	-10,1	-16,4	-9,3
25 - 49 ans	30 610	-8,2	-13,8	-5,7
50 ans et plus	16 100	-6,2	-8,5	-4,4
Total	113 480	-7,1	-13,0	-5,8
< 25 ans	16 070	-9,1	-18,7	-8,4
25 - 49 ans	64 150	-7,3	-14,2	-5,9
50 ans et plus	33 260	-5,5	-7,3	-4,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	BFC		France	
	T3 2021	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C				
Hommes	105 080	-2,2	-3,4	-2,0
< 25 ans	15 510	-4,1	-10,7	-4,7
25 - 49 ans	62 650	-2,1	-3,3	-2,1
50 ans et plus	26 930	-1,1	+1,4	-0,5
Femmes	110 870	-2,4	-2,9	-1,9
< 25 ans	14 190	-4,3	-7,7	-5,8
25 - 49 ans	64 770	-2,5	-3,0	-1,6
50 ans et plus	31 900	-1,3	-0,3	-0,6
Total	215 950	-2,3	-3,1	-1,9
< 25 ans	29 700	-4,2	-9,3	-5,2
25 - 49 ans	127 420	-2,3	-3,2	-1,9
50 ans et plus	58 830	-1,2	+0,5	-0,6

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	108 590	-1,3	-8,3	-0,5	-6,8
DELD :					
1 à 2 ans	45 900	-6,8	+0,2	-7,5	-3,5
2 à 3 ans	23 330	-1,6	+5,5	-0,7	+1,0
3 ans et plus	38 130	+0,3	+4,2	-0,1	+3,3
Total DELD	107 360	-3,3	+2,7	-3,4	-0,1
Part des DELD	49,7%	-0,5 pt	+2,8 pt	-0,7 pt	+1,8 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1 2021	Moyenne annuelle 2021	
		2021	2020
Assurance chômage	108 170	108 170	102 370
Solidarité - Etat	11 760	11 760	12 210
Autres	2 500	2 500	2 410
Total DE indemnisés	122 420	122 430	116 990
Formation	8 080	8 080	7 090
Part des DE indemnisés* :			
BFC	51,0%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	3 160	+5,3	-4,5	+11	-3,6
Fin de mission d'intérim	1 230	-6,8	+25,5	-4	+16,0
Démission	910	+8,3	+12,3	+11	+13,6
Rupture conventionnelle	1 240	-0,8	-9,5	+1	-4,4
Licenc. économique	340	+3,0	-32,0	+15	-2,0
Autre licenciement	1 220	-4,7	-3,2	-2	-1,2
Première entrée ⁽¹⁾	1 080	-16,3	-18,8	-10	-14,5
Retour d'inactivité ⁽²⁾	3 490	-3,6	+1,2	-3	+1,9
Réinscription rapide ⁽³⁾	3 300	-2,4	+16,6	+1	+20,3
Autre motif ⁽⁴⁾	1 130	-4,2	0,0	+5	+8,1
Motif indéterminé	1 860	-3,6	0,0	+1	-1,3
Total	18 940	-2,5	+0,5	+2	+2,7

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	3 190	+9,6	-2,4	+6,6	+5,4
Entrée en stage ou formation	2 920	+10,6	+2,1	+6,6	+5,5
Arrêt de recherche**	2 060	+6,7	+4,0	+7,4	+7,0
dont maladie	1 270	+7,6	+8,5	+8,1	+6,8
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	9 650	+8,1	+3,2	+9,0	-0,4
Radiation administrative	1 720	+31,3	+56,4	+28,4	+65,0
Autre cas ⁽²⁾	1 700	+0,6	+3,7	+1,2	+4,7
Total	21 240	+9,4	+5,1	+8,6	+6,0

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France Var.(%)/ cumul 2020
	T1 2021	Cumul 2021	Var.(%)/ cumul 2020	
IAE	2 673	2 673	+16,9	+21,0
dont ACI	786	786	+12,6	+18,8
dont AI	978	978	+3,3	+9,1
dont EI	298	298	+16,4	+20,3
dont ETTI	611	611	+58,7	+56,1

IAE : Insertion par l'Activité Economique

ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion

AI : Associations Intermédiaires

EI : Entreprises d'insertion

ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

Sources des tableaux :

Entrées :

CAE-PEC (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi - Parcours Emploi Compétence) : DGEFP

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : Chambres consulaires / Direccte-Unités départementales de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

CAE-PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

IAE : ASP, traitement Dares

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.
Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH). Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les entreprises

Créations d'entreprises

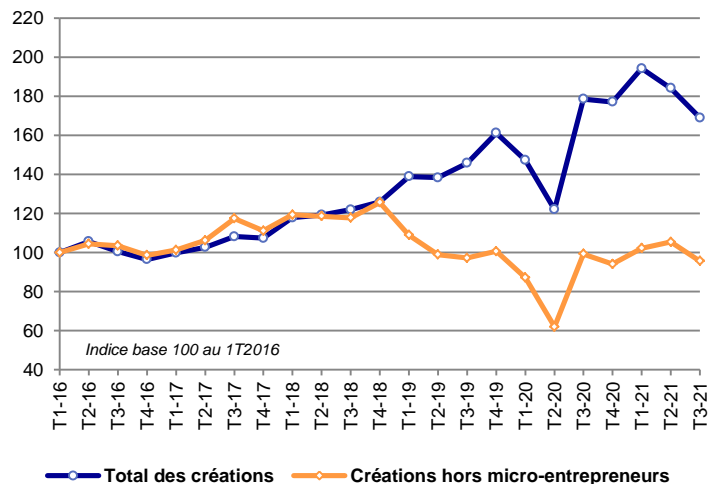
Données brutes	BFC	
	T3 2021	Evol./T3 2020 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	6 463	-4,0
dont :		
Entreprises individuelles	553	-16,2
Micro-entrepreneurs	4 417	-4,1
Sociétés	1 493	+2,2
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 046	-3,5
dont :		
Industrie	112	+17,9
Construction	229	-2,1
Commerce	396	+7,9
Services	n.d.	n.d.
Total des créations sur 12 mois glissés	9 007	+15,1

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Evolution des créations d'entreprises

(données CVS)



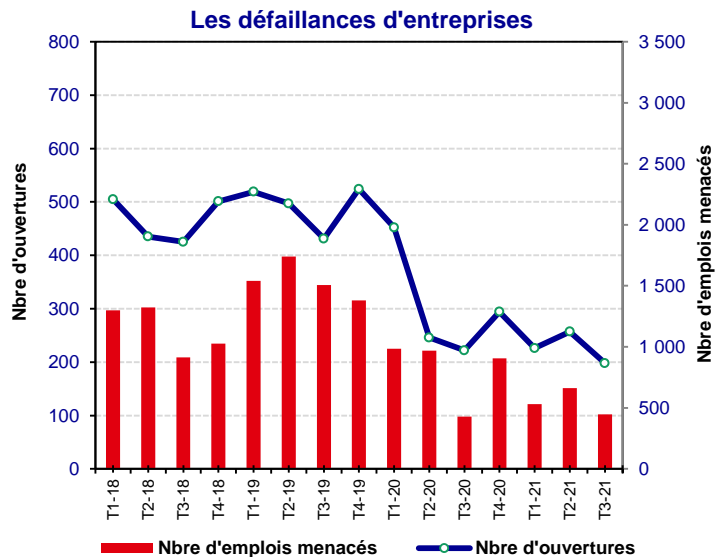
Défaillances d'entreprises

	BFC	
	T3 2021	Evol./T3 2020
(en %)		
Ouvertures de procédures	198	-10,8
dont :	s	s
Sauvegardes	48	0,0
Redressements judiciaires	147	-14,0
dont :	s	s
PME de 50 sal. et plus	447	+4,4
Nombre d'emplois menacés	447	+4,4
dont :		
Agriculture	17	-5,6
Industrie	102	+47,8
Construction	129	+57,3
Commerce	66	-5,7
Services	133	-29,6
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	975	-32,5

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique



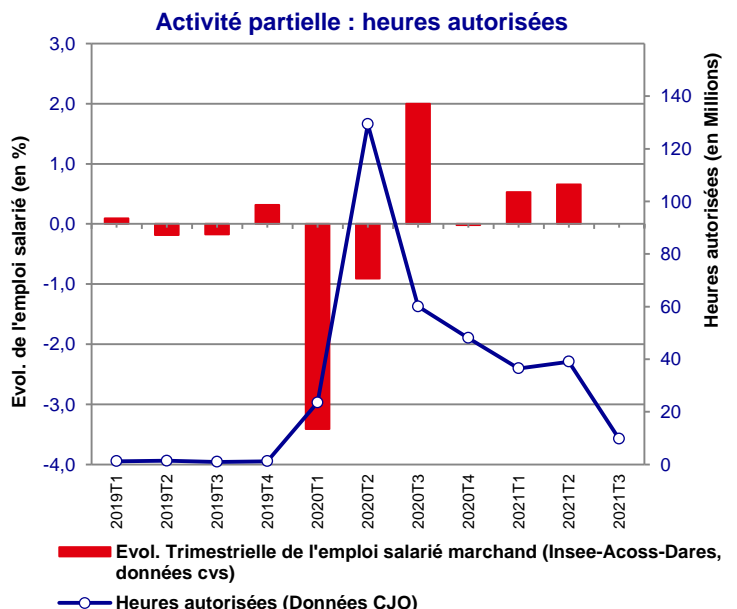
Activité partielle

	BFC	
	T2 2021	T3 2021
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	24 978	3 772
Volume d'heures autorisées	39 050 715	9 750 293
dont :		
Agriculture	154 493	43 341
Industrie	9 291 657	5 382 413
Construction	1 258 915	155 182
Commerce	6 912 296	364 329
Services	21 433 354	3 805 028
Etablissements autorisés	20 299	3 301
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	1 480	434
Nombre de salariés concernés**	163 970	52 348
Total heures autorisées 12 mois glissés	183 717 250	133 396 148

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



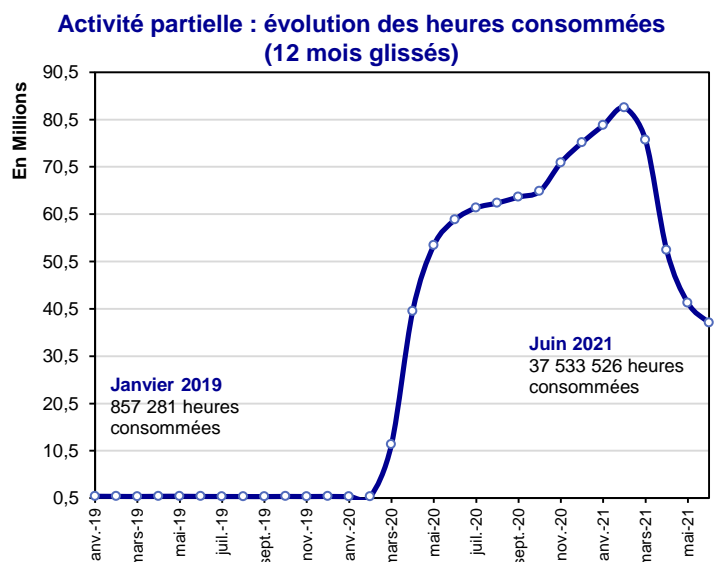
	BFC	
	T1 2021	T2 2021
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	11 807 537	8 993 397
dont :		
Agriculture	41 453	40 735
Industrie	1 099 423	1 071 104
Construction	146 254	109 490
Commerce	1 339 879	1 716 391
Services	9 180 528	6 055 678
Etabs ayant consommé des heures	14 276	17 291
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	851	1 230
Nombre de salariés concernés**	61 171	52 928
Total heures consommées 12 mois glissés	76 183 248	37 533 526

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne - Franche-Comté		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2e trimestre 2021						
Embauches		8 966	4 972	19 388	131 948	165 274
Répartition en %		5,4	3,0	11,7	79,8	100,0
dont en % :						
CDD		56,5	48,3	71,6	89,1	84,0
< 25 ans		37,3	31,1	54,5	25,5	29,7
25 - 49 ans		48,9	56,0	34,9	48,3	47,0
50 - 54 ans		7,1	6,7	4,0	9,8	8,9
55 ans ou plus		6,8	6,2	6,6	16,4	14,5
Femmes		40,7	10,8	58,8	67,1	63,0
Sorties		8 736	4 799	17 377	128 311	159 223
Répartition en %		5,3	2,9	10,5	77,6	100,0
dont en % :						
Fins de CDD		31,6	32,6	58,9	85,5	78,1
dont CDD < 1 mois		40,6	27,9	67,9	88,3	84,8
Démissions		22,6	30,1	17,0	6,2	9,0
Licenciements économiques		5,9	1,8	1,2	0,4	0,8
Licenc. non économiques		11,7	12,1	7,4	2,5	3,9
Retraite		9,2	4,1	2,5	1,1	1,8
Ruptures Conventionnelles		7,4	7,8	4,5	1,2	2,1
< 25 ans		26,2	27,8	46,3	22,9	25,8
25 - 49 ans		46,1	54,9	38,4	49,0	47,8
50 - 54 ans		7,8	6,3	4,9	10,0	9,2
55 ans ou plus		19,9	11,0	10,4	18,1	17,2
Femmes		36,6	9,4	57,7	67,6	63,1

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

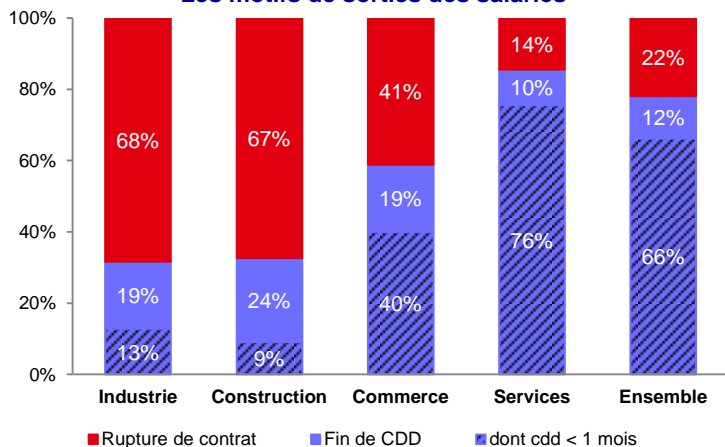
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

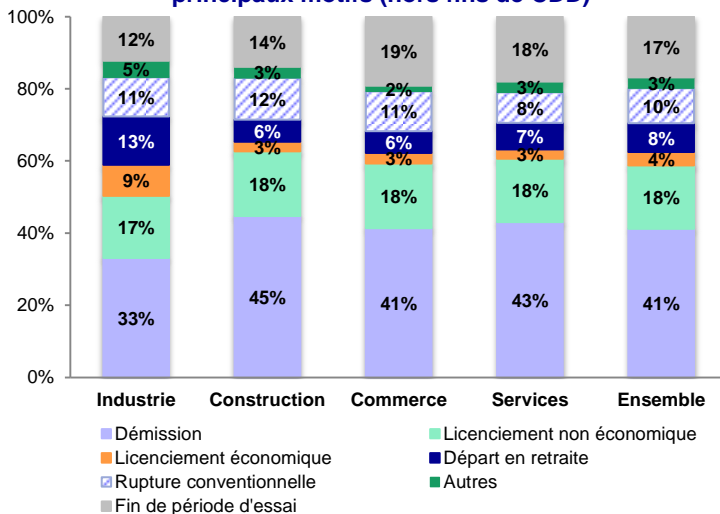
Lecture : Au 2e trimestre 2021 parmi les embauches dans l'industrie 56,5 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 5,9 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,8 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 40 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 33 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne - Franche-Comté		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
2e trimestre 2021							
Actifs en emploi (en %)		10,3	59,4	13,8	16,5	52,6	31,0
Embauches		49 055	77 628	14 701	23 890	104 123	30 772
dont en % :							
CDD		85,5	80,1	86,3	92,4	88,4	88,6
Sorties		41 027	76 176	14 667	27 353	100 392	25 900
dont en % :							
Fins de CDD		79,2	76,3	83,1	78,7	84,1	84,4
dont CDD < 1 mois		79,2	84,4	89,5	91,6	87,2	82,9
Démissions		9,5	11,4	6,0	3,2	6,6	7,5
Licenciements économiques		0,1	0,9	1,6	1,2	0,5	0,1
Licenc. non économiques		5,0	3,7	3,2	2,7	2,7	3,3
Retraite		0,0	0,0	0,1	10,1	1,3	0,0
Ruptures Conventionnelles		0,9	3,0	2,0	1,6	1,6	0,7

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2018, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 92,4 % ont signé un CDD.

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Bourgogne - Franche-Comté	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
2 ^{ème} trimestre 2021 (Données CVS)	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture	18 150	+140	+0,8	+960	+5,6	18 290	+140	+0,8	+1 020	+5,9
Industrie	165 440	-40	-0,0	-1 570	-0,9	182 670	-110	-0,1	+4 150	+2,3
Industrie agro-alimentaire	26 880	+150	+0,6	+730	+2,8	29 400	+170	+0,6	+1 100	+3,9
Industries extractives, énergie, eau, déchets	11 910	+10	+0,1	+70	+0,6	12 540	-80	-0,6	+130	+1,0
Equipements élec. électron. info., autres machines	21 210	-90	-0,4	-900	-4,1	23 740	0	-0,0	+60	+0,3
Matériels de transport	20 890	-330	-1,5	-1 110	-5,0	23 980	-320	-1,3	-130	-0,5
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	84 550	+210	+0,3	-360	-0,4	93 020	+120	+0,1	+2 990	+3,3
Construction	52 390	+20	+0,0	+1 990	+3,9	56 570	-310	-0,6	+2 890	+5,4
Commerce ; réparation auto.	121 870	+1 150	+0,9	+1 690	+1,4	124 470	+790	+0,6	+1 980	+1,6
Services marchands	237 600	+3 190	+1,4	+6 780	+2,9	247 680	+3 590	+1,5	+9 050	+3,8
Transports et entreposage	52 310	-200	-0,4	+490	+0,9	56 300	-220	-0,4	+1 740	+3,2
Hébergement et restauration	32 240	+2 820	+9,6	+2 930	+10,0	32 530	+2 920	+9,9	+3 110	+10,6
Information et communication	8 650	+70	+0,8	+290	+3,5	8 710	+60	+0,7	+280	+3,4
Services financiers	21 350	+60	+0,3	-260	-1,2	21 530	+80	+0,4	-260	-1,2
Services immobiliers	6 880	-190	-2,7	-310	-4,3	7 000	-220	-3,0	-270	-3,8
Services aux entreprises	72 760	+150	+0,2	+1 520	+2,1	77 920	+430	+0,6	+2 190	+2,9
Services aux ménages	43 410	+480	+1,1	+2 120	+5,1	43 690	+540	+1,2	+2 270	+5,5
Services non marchands	337 490	+240	+0,1	+3 550	+1,1	338 450	+280	+0,1	+4 000	+1,2
Ensemble	932 940	+4 690	+0,5	+13 390	+1,5	968 140	+4 370	+0,5	+23 090	+2,4
dont privé						728 970	+3 890	+0,5	+21 090	+3,0
dont public						239 170	+490	+0,2	+1 990	+0,8

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

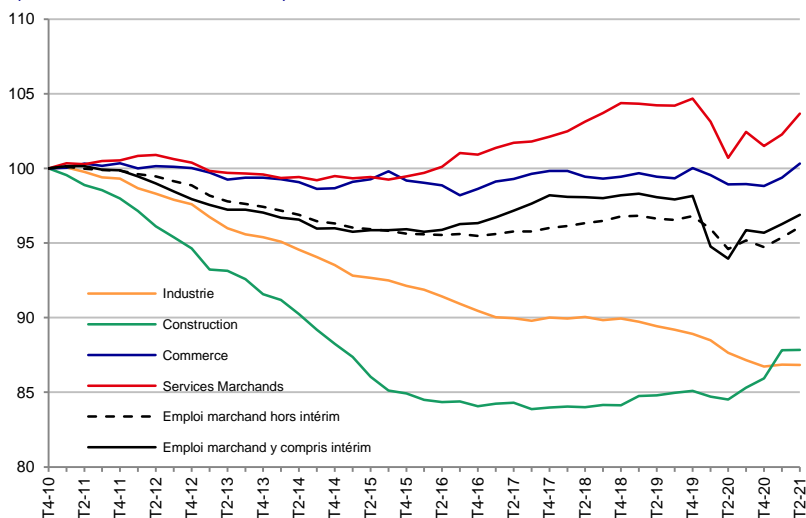
Traitement : Drets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

● dans les secteurs d'activité de la région

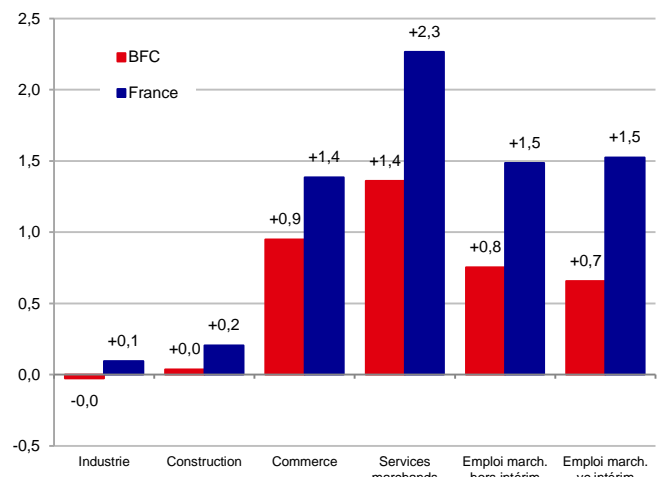
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

● dans la région et au niveau national

(entre le 1^{er} trim. et le 2^{ème} trim. 2021, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
2 ^{ème} trimestre 2021 (Données CVS)										
Agriculture	150	+3,6	+91,5	0,8	+0,4	120	-14,3	+20,0	2,0	-0,1
Industrie	17 440	-0,7	+52,2	9,5	+3,1	17 000	+0,4	+80,1	2,4	-0,7
Construction	4 550	-5,0	+26,6	8,0	+1,3	4 540	-1,5	+140,2	3,1	-0,3
Commerce	2 610	-12,9	+12,7	2,1	+0,2	2 770	-2,5	+43,5	1,6	-0,1
Services	11 030	+3,8	+30,7	4,4	+0,9	11 070	+3,5	+49,2	1,6	-0,4
Ensemble	35 780	-0,9	+38,2	5,7	+1,4	35 500	+0,8	+70,8	2,1	-0,4

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

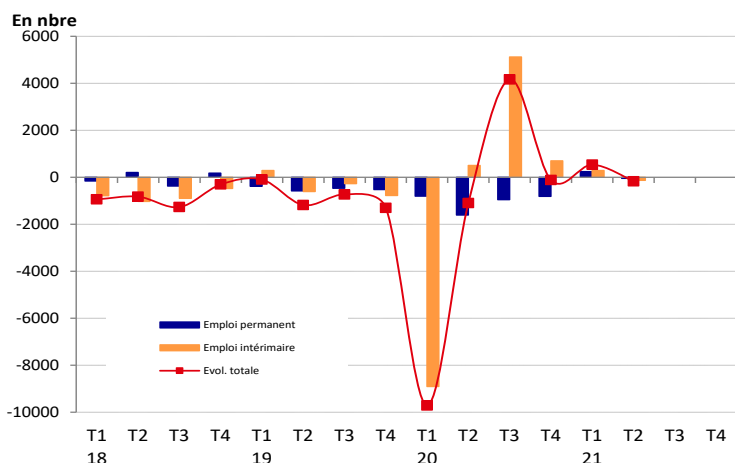
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

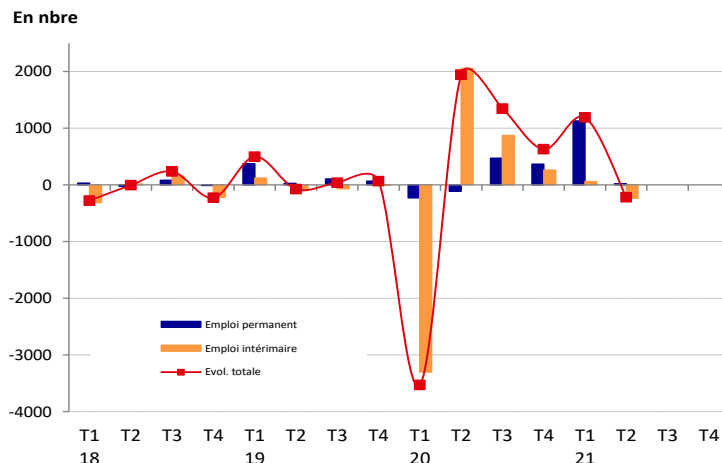
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

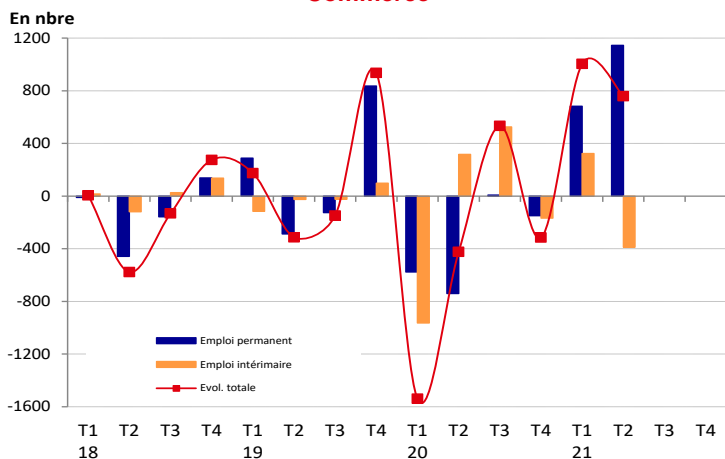
Industrie



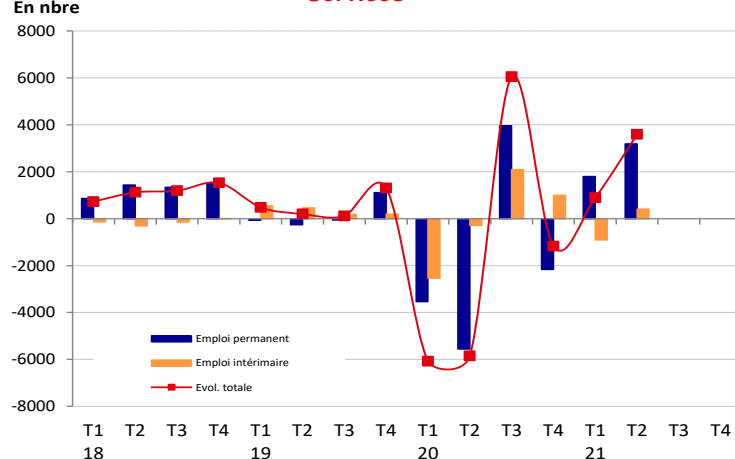
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge

- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

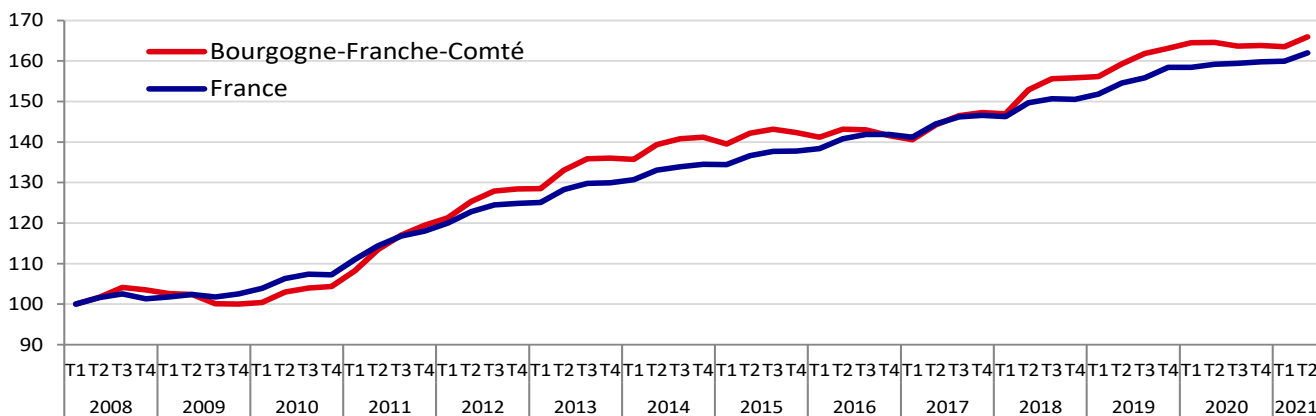
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2021	Actifs occupés RP 2018	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 025	216 790	22,4	+0,6	+5 910	+2,8	144	0,4	+5,9	-8	-5,3
Doubs	221 304	193 390	20,0	+0,4	+3 450	+1,8	28 184	72,0	+1,4	+287	+1,0
Jura	105 358	86 290	8,9	+0,5	+2 650	+3,2	6 527	16,7	+1,3	-31	-0,5
Nièvre	71 403	65 390	6,8	+0,4	+740	+1,1	15	0,0	+25,0	+1	+7,1
Haute-Saône	92 636	65 990	6,8	+0,1	+1 290	+2,0	483	1,2	+4,1	+10	+2,1
Saône-et-Loire	211 354	184 070	19,0	+0,7	+5 940	+3,3	181	0,5	+2,3	+21	+13,1
Yonne	127 326	107 530	11,1	+0,3	+2 610	+2,5	19	0,0	+5,6	+2	+11,8
Territoire de Belfort	55 900	48 690	5,0	-0,4	+500	+1,0	3 571	9,1	+1,7	+44	+1,2
BFC	1 105 305	968 140	100,0	+0,5	+23 090	+2,4	39 124	100,0	+1,5	+326	+0,8

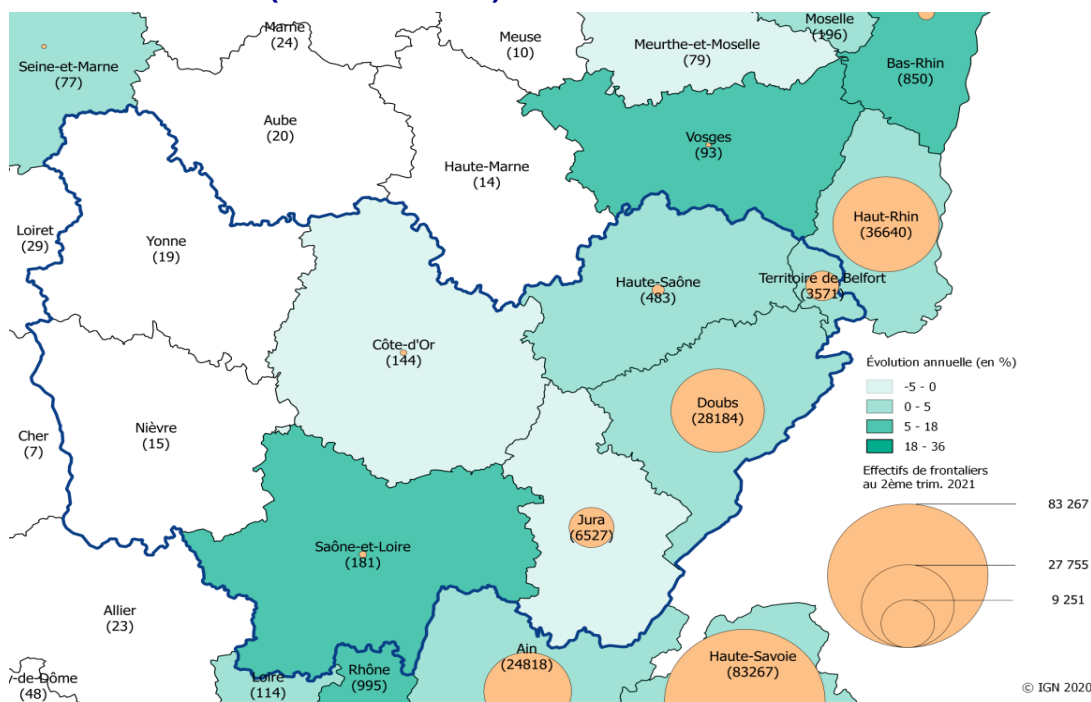
Sources : INSEE - RP 2018 (enquêtes annuelles 2016 à 2020) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de 1,0 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 28 184 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2021 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	10 200	-2,1	36 333	-1,7	8 117	+0,3	1 790	-13,1
Doubs	12 633	-1,8	32 430	-1,2	10 210	-0,6	1 940	-7,6
Jura	3 857	-0,5	15 143	-1,0	5 080	-1,4	747	-13,2
Nièvre	5 860	-2,0	13 533	-2,1	6 200	-0,7	933	-9,7
Haute-Saône	4 253	-3,3	15 070	-0,4	5 267	+3,6	1 077	-6,9
Saône-et-Loire	10 577	-2,2	35 873	-1,2	11 450	+0,7	2 240	-13,3
Yonne	9 010	-3,5	22 750	-2,1	7 570	+4,9	1 420	-14,6
Territoire de Belfort	4 303	-1,5	9 437	+1,4	2 313	+1,0	700	-12,9
BFC	60 693	-2,2	180 569	-1,3	56 207	+0,9	10 847	-11,5

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

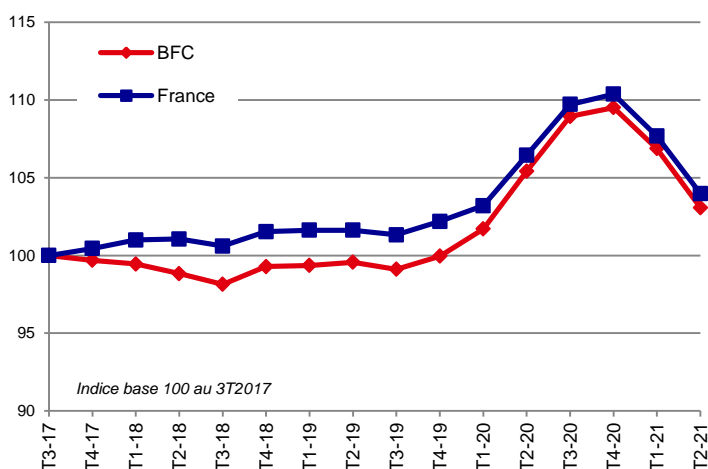
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

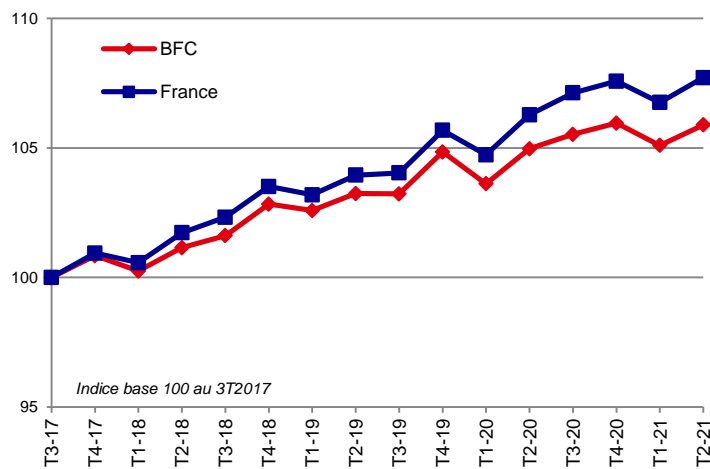
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

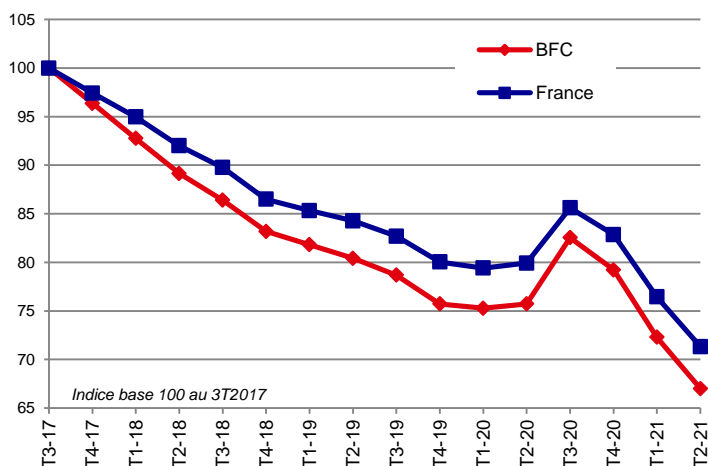
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



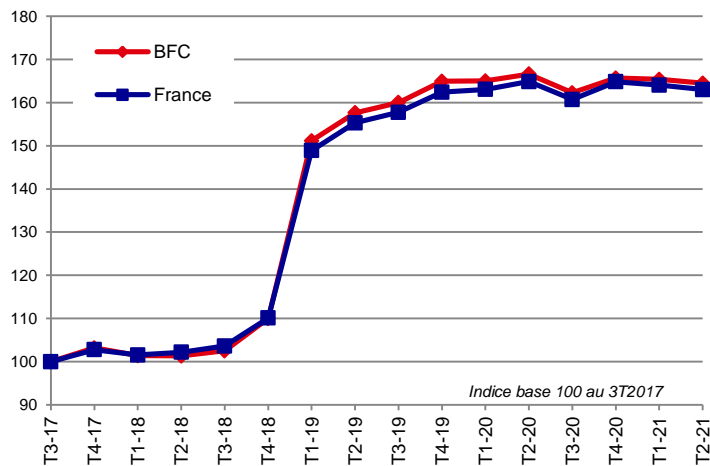
Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A - 3^{ème} Trim. 21	20 100	24 960	8 700	7 180	9 450	21 430	13 870	7 790	113 480
Variation (en %) sur 1 Trim.	-7,8	-6,6	-7,8	-7,4	-5,7	-6,9	-7,8	-6,0	-7,1
Variation (en %) sur 1 an	-13,9	-14,0	-14,6	-10,6	-12,8	-13,3	-9,7	-12,6	-13,0
Hommes	10 290	13 390	4 480	3 880	4 990	10 970	7 250	4 230	59 470
Femmes	9 820	11 570	4 220	3 300	4 460	10 460	6 620	3 570	54 010
<25 ans	2 930	3 350	1 220	1 090	1 360	2 940	2 050	1 130	16 070
25-49 ans	11 570	14 830	4 820	3 850	5 140	11 680	7 720	4 550	64 150
>50 ans	5 610	6 780	2 650	2 250	2 960	6 810	4 090	2 110	33 260
DELD (Cat. A, B, C)	19 690	22 620	8 460	6 350	8 850	22 150	12 640	6 610	107 360
Taux de chômage 2 ^{ème} Trim. 21	6,0	7,3	5,5	6,7	6,9	6,8	7,3	9,0	6,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 3^{ème} Trim. 21									
Nbre ouvertures procédures	37	28	16	11	8	58	29	11	198
Evolution annuelle (en %)	-9,8	-15,2	-42,9	-31,3	-52,9	+23,4	+45,0	-45,0	-10,8
Trav. Temporaire 2^{ème} Trim. 21									
Effectifs	6 800	7 680	3 620	1 680	3 160	6 960	4 290	1 600	35 780
Evol./trim. précédent (en %)	-0,2	-1,7	-0,9	-5,0	-1,8	+3,7	-6,4	+2,1	-0,9
Activité Partielle 2^{ème} Trim. 21									
Nbre d'heures consommées	2 197 841	1 913 443	885 364	545 860	491 853	1 594 316	929 672	435 048	8 993 397
Evol./trim. précédent (en nbre)	-7 745 001	-10 173 004	-3 150 358	-2 323 635	-2 613 194	-6 661 240	-4 071 889	-1 911 401	-38 649 722

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et Pôle emploi ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

Les politiques d'emploi

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
PEC 3^{ème} Trim. 21	162	225	109	121	159	268	191	100	1 335
Cumul 2021	432	576	314	307	433	726	457	265	3 510
PACEA 3^{ème} Trim. 21	608	759	204	359	470	916	559	227	4 102
Cumul 2021	1 789	1 997	694	1 141	1 228	2 318	1 396	632	11 195
IAE 1^{er} Trim. 21	374	457	342	272	160	561	413	94	2 673
Cumul 2021	374	457	342	272	160	561	413	94	2 673
Apprentissage 4^{ème} Trim. 19	1 142	2 213	826	419	499	1 243	579	362	7 283
Cumul 2019	3 024	3 764	1 625	1 130	1 288	2 752	1 700	788	16 071

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : Chambres consulaires / Dreets-UD

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

2 ^{ème} Trim. 2021	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Agriculture :									
Effectif	5 320	1 380	1 340	1 660	1 220	4 160	2 940	140	18 150
Evol./trim. Précédent	-0,8	-0,8	+0,7	+1,3	-1,8	+4,6	-0,4	+8,6	+0,8
Industrie :									
Effectif	25 350	38 940	18 990	8 520	14 950	32 710	17 950	8 030	165 440
Evol./trim. Précédent	-0,1	+0,1	-0,0	+0,3	+0,2	-0,0	+0,0	-1,6	-0,0
Construction :									
Effectif	12 130	9 780	5 300	3 160	3 440	11 040	5 360	2 180	52 390
Evol./trim. Précédent	-0,2	-0,2	+0,2	+1,1	+0,9	+0,2	-0,3	-0,7	+0,0
Tertiaire (y compris intérim) :									
Effectif	174 000	143 290	60 670	52 050	46 370	136 170	81 270	38 340	732 150
Evol./trim. Précédent	+0,8	+0,6	+0,7	+0,4	+0,1	+0,9	+0,5	-0,2	+0,6
Total :									
Effectif	216 790	193 390	86 290	65 390	65 990	184 070	107 530	48 690	968 140
Evol./trim. Précédent	+0,6	+0,4	+0,5	+0,4	+0,1	+0,7	+0,3	-0,4	+0,5

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS